



**ACCORD AVEC PRESCRIPTIONS
D'UN PERMIS D'AMENAGER MODIFICATIF
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		référence dossier
Déposée le 01/10/2024 complétée le 30/10/2024		N° PA 27332 20 A0002 M02
Par :	LES TERRES A MAISONS NORMANDIE	
Demeurant à :	101 Espace Leader - Rue Gustave Eiffel 76320 ROUEN	
Représentée par Pour :	Monsieur CRESTIN Jean-Baptiste Suppression des lots 11 à 14. Création d'un macro-lot 21 destiné à accueillir 7 logements	
Sur un terrain sis à :	Chemin de l'Echelle	Destination : Habitation - Logement
Cadastré :	A512, ZB30, A513	

LE MAIRE DE HEUDEBOUVILLE

Vu la demande de Permis d'aménager modificatif susvisée.
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L331-1 et R331-1 (et suivants).
Vu le Code de l'Environnement, notamment la rubrique 2.1.5.0. de l'article R.214-1.
Vu le décret n°2004-490 du 03/06/2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat approuvé par délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure en date du 28/11/2019 classant le terrain en zone AU.
Vu l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n° 3 du Chemin de l'Echelle.
Vu le plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUi-H) de la Communauté d'agglomération Seine-Eure, dans sa version à jour suite à l'approbation de la modification n°3, par délibération du conseil communautaire n°2024-36 en date du 22/02/2024.
Vu les plans fournis par le demandeur.
Vu les pièces complémentaires transmises en date du 30/10/2024 consistant à fournir un plan de composition d'ensemble, le programme et les plans des travaux d'aménagement, un document graphique faisant apparaître les hypothèses d'implantation des bâtiments et le règlement graphique.
Vu l'avis favorable du Syndicat intercommunal d'électricité et du gaz de l'Eure (S.I.E.G.E) en date du 09/12/2024.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le permis d'aménager MODIFICATIF est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.
Les prescriptions contenues dans le permis d'origine sont maintenues et devront être respectées.

ARTICLE 2 :

Le Secrétaire Général de la sous-préfecture des Andelys, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Eure et le Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à HEUDEBOUVILLE, le 19.12.2024
Le Maire, Hubert ZOUTU

**NB :**

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le présent arrêté modificatif est sans incidence sur le délai de validité du permis d'origine.

Transmis en préfecture le 20.12.2024

Date de début d'affichage du dépôt : 03/12/2024

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

- Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :
 - une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
 - si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
 - si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.
 - s'il s'agit d'un permis de démolir, en application de l'article R452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes : soit la date à laquelle vous avez reçu notification du présent arrêté ; soit la date de transmission de cet arrêté au Préfet.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la date d'affichage en mairie du permis, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la nature du projet et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel, la surface du ou des bâtiments à démolir si le projet prévoit des démolitions. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté, L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

En cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

DROITS DES TIERS : la présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la

décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

CS 10 514	Nom du demandeur : Monsieur CRESTIN Jean-Baptiste Adresse des Travaux : Chemin de l'Echelle Propriétaire apparent :
------------------	---

Affaire suivie au service instructeur par :	Isabelle TERNOIS
---	------------------

DOSSIER : PA 27332 20 A0002 M02

⊗ Cet avis doit parvenir au plus tard le 06/01/2025 au service instructeur

Projet

Section cadastrale: A512, ZB30, A513	Nombre d'habitations projetées :
Lot n° :	Nombre de lots projetés :
Puissance électrique prévisible : KVa	<input type="checkbox"/> non renseigné

Le terrain est desservi, l'opération nécessite toutefois :

A la charge du bénéficiaire	
<input checked="" type="checkbox"/> un simple branchement	Montant : VOIR ENEDIS €
<input type="checkbox"/> une extension en domaine privé	Montant : €
<input type="checkbox"/> un raccordement individuel exclusif à l'opération d'une longueur inférieure à 100m à	Montant : €
<input type="checkbox"/> Une création d'un poste de transformation (équipement propre à l'opération)	Montant : €
A la charge de la commune ou du gestionnaire	
<input type="checkbox"/> une extension limitée d'une longueur inférieure à 100 m	Montant : €
<input type="checkbox"/> un renforcement du réseau existant mais ne nécessitant pas la création d'un nouveau réseau	Montant : €

Le terrain n'est pas desservi, car l'opération nécessite :

A la charge de la commune	
<input type="checkbox"/> une extension d'une longueur supérieure à 100 m	Montant : €
<input type="checkbox"/> la création d'un nouveau réseau	Montant : €

Les travaux sont-ils programmés ?

- Les travaux seront réalisés par au plus tard le
- Les travaux ne pourront être réalisés, la commune n'est pas en mesure de déterminer, avec le service public concerné, le délai de réalisation des travaux en concordance avec la demande.

Observations

Historique de la parcelle, dossiers antérieurs :

THEBAULT
Alexandra

A EVREUX

, le 09/12/2024 **PELLETIER**
Frederic

